

Registre des intérêts – Déclaration

Noms : Zwald Prénoms : Véronique

Groupe/parti : Le Mont citoyen

- a) Activités professionnelles **(fonction et entreprise)* :
Adjointe administrative et coordinatrice du site internet www.quartiers-solidaires.ch –
Pro Senectute Vaud
Archéologue : mandats occasionnels
- b) Fonctions assumées au sein d'organes de direction, de surveillance ou de conseil de personnes morales de droit privé ou de droit public sises ou actives sur le territoire communal et/ou subventionnées par la commune **(conseil d'administration, fondation)* :
.....
.....
- c) Fonctions assumées au sein de commissions ou d'autres organes de la Confédération, d'un canton ou d'une collaboration intercantonale ou intercommunale :
- d) Appartenances et fonctions exercées dans des groupes politiques actifs au niveau communal, cantonal et/ou fédéral :
Membre de l'association Le Mont citoyen
.....
- e) Appartenances et fonctions exercées pour le compte de groupes d'intérêts actifs sur le territoire suisse **(Greenpeace, Avenir Suisse, ASLOCA, CVI Chambre vaudoise immobilière)* :
Membre de l'association Autisme Suisse romande (groupe Asperger)
Membre de l'association des Amis du Musée cantonal d'archéologie et d'histoire
Membre de l'association Pro Lousonna
Membre de l'association Léman Lego user group
- f) Appartenances et fonctions exercées au sein d'associations de quartier, de sociétés locales ou d'autres associations actives sur la commune :
Membre de l'association Mont Solidaire
.....
- g) Terrains et autres propriétés foncières sur le territoire de la commune – n° de parcelle(s):
.....
.....
- h) Détention d'actions et/ou d'autres participations dans des personnes morales de droit privé ou de droit public sises ou actives sur le territoire communal et/ou subventionnées par la commune :
.....
.....

Par sa signature, le/la Conseiller·ère communal·e reconnaît que toutes ses affirmations sont exactes.

Le Mont-sur-Lausanne, le 12 avril 2024

Signature :



**Des exemples ont été ajoutés aux points a), b) et e) afin de faciliter la compréhension des renseignements demandés.*

Source : Art. 56 (RCC), Règlement ad hoc – Registre des intérêts

Contrôle : Tous les élu·e·s sont contrôlé·e·s durant la législature. Utilisation d'outils en libre accès : registre du commerce, registre foncier, moteurs de recherche, bases de données, etc...